



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

**COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES 2021**

**DÉCLARATION INITIALE**

en cas de création d'établissement ou de changement d'exploitant intervenu en 2020

DÉPARTEMENT	
COMMUNE DU LIEU D'IMPOSITION	

TIMBRE À DATE DU SERVICE

Renvoyez un exemplaire **AVANT LE 1<sup>er</sup> JANVIER 2021** au service des impôts des entreprises ci-dessus, auquel vous pouvez vous adresser pour tout renseignement.

ACCUEIL : Horaires disponibles sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr)

ou téléphonez au :

ou messagerie :

**A1 Identification de l'entreprise**

COMPLÉTER ou RECTIFIER dans la partie droite les mentions absentes ou erronées

Dénomination ou nom et prénom

1

Activités exercées

2

Adresse dans la commune

3

Adresse où doit être envoyé l'avis d'imposition en cas d'édition sous format papier

4

Numéro SIRET de l'établissement

5

Code de l'activité de l'établissement (NACE)

6

Inscription au répertoire des métiers et de l'artisanat

7

OUI  NON

Comptable de l'entreprise

Nom :  
Adresse :  
Numéro de téléphone :  
Adresse électronique :

**A2 Activité professionnelle exercée de mon domicile ou exercée en clientèle**

Si vous ne disposez d'aucun autre local, cochez la case

Précisez la surface occupée pour les besoins de l'activité exercée à domicile :

Nom et adresse de la personne ayant établi la déclaration si elle ne fait pas partie du personnel salarié de l'entreprise.

À ..... le .....  
Signature

Téléphone :  
Adresse électronique :

**A3** Origine de l'établissement (case à cocher) Création d'établissement Début d'activité Transfert d'activité Acquisition d'établissement Apport Scission Fusion**A4** Identification de l'ancien exploitant ①

Dénomination ou Nom et Prénom

Activité exercée

**B1** Renseignements pour l'ensemble de l'entreprise Période de référence : année civile 2019 ou exercice de 12 mois clos en 2019

Entreprise créée en 2020				Entreprise existante en 2019			
Date de création de l'entreprise (jj/mm/aaaa)		1	...../...../.....	Date de création de l'entreprise (jj/mm/aaaa)		12	...../...../.....
Effectif au cours de l'année civile 2020 ②		2	, ,	Effectif au cours de l'année civile 2019 ②		13	, ,
dont	Apprentis sous contrat	3	, ,	dont	Apprentis sous contrat	14	, ,
	Handicapés physiques	4	, ,		Handicapés physiques	15	, ,
Salariés affectés à une activité artisanale		5	, ,	Salariés affectés à une activité artisanale		16	, ,
Chiffre d'affaires HT ou recettes HT estimés pour 2020		6		Chiffre d'affaires HT ou recettes HT en 2019 (ou de l'exercice clos en 2019, lorsque sa durée est égale à 12 mois mais ne coïncide pas avec l'année civile)		17	
Ajustement à l'année ③	7	(ligne 6) x 12	8	Ajustement à l'année ③	18	(ligne 17) x 12	19
Recettes brutes HT ou chiffre d'affaires HT provenant de la location ou sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation estimées pour 2020 ④		9		Recettes brutes HT ou chiffre d'affaires HT provenant de la location ou sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation en 2019 ④		20	
Ajustement à l'année ③	10	(ligne 9) x 12	11	Ajustement à l'année ③	21	(ligne 20) x 12	22

**B2** Renseignements pour l'établissement

Nombre de salariés employés par l'établissement au cours de l'année civile 2020 ⑤		1	, ,
Activités à caractère saisonnier, indiquer la durée d'exploitation en semaines (cocher la case) ⑥	<input type="checkbox"/>	Durée d'exploitation pour le nouvel établissement en 2020 (en semaines)	2
	<input type="checkbox"/>	Durée d'exploitation normalement prévue en 2021 (en semaines)	3
Micro-entrepreneur bénéficiant du régime micro-social prévu à l'article L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale (cocher la case) ⑦	<input type="checkbox"/>	Indiquer la date d'entrée dans le statut de micro-entrepreneur (jj/mm/aaaa)	4
Activité professionnelle exercée à temps partiel ou pendant moins de 9 mois de l'année, cocher la case		5	<input type="checkbox"/>
En cas d'éolienne produisant de l'énergie électrique, cocher la case ⑧		6	<input type="checkbox"/>
Date de raccordement au réseau de l'installation produisant de l'énergie électrique (jj/mm/aaaa) ⑨		7	...../...../.....
Pour les ouvrages hydrauliques, indiquer le prorata hydraulique relatif à la commune d'imposition (nombre avec deux chiffres après la virgule) ⑩		8	, , %



## D Exonérations et abattements

Si vous remplissez les conditions, veuillez indiquer l'exonération (CFE et/ou CVAE) pour laquelle vous désirez opter en cochant dans la partie de droite les cases correspondant à votre choix (une seule ligne de choix possible)

EXONÉRATIONS ACCORDÉES SUR DÉLIBÉRATIONS DES COLLECTIVITÉS LOCALES			CFE	CVAE <sup>14</sup>
Entreprises de spectacles vivants (art. 1464 A -1° du CGI) <sup>15</sup>			1	2
Établissements de spectacles cinématographiques (art. 1464 A -3° à -4° du CGI) <sup>16</sup>	– dont le nombre annuel d'entrées est inférieur à 450 000 (art. 1464 A -3° du CGI)		3a	4a
	– dont le nombre annuel d'entrées est inférieur à 450 000 et qui bénéficient d'un classement « art et essai » (art. 1464 A -3° bis du CGI)		3b	4b
	– autres que ci-dessus (art. 1464 A -4° du CGI)		3c	4c
Entreprises nouvelles (art. 1464 B du CGI) dans le cadre de : <sup>17</sup> (préciser le régime d'exonération, une seule ligne possible)	– du régime de l'article 44 <i>sexies</i> du CGI		5a	6a
	– du régime de l'article 44 <i>septies</i> du CGI		5b	6b
	– du régime de l'article 44 <i>quindecies</i> du CGI		5c	6c
« Jeunes entreprises innovantes » ou « jeunes entreprises universitaires » (art. 1466 D du CGI) <sup>18</sup>			7	8
Exonération en faveur des caisses de crédit municipal (art. 1464 du CGI) <sup>19</sup>			9	10
Médecins, auxiliaires médicaux et vétérinaires ruraux (art. 1464 D du CGI) <sup>20</sup>			11	12
Sociétés coopératives agricoles (art. 1464 E du CGI) <sup>21</sup>			13	14
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération est demandée :			15	
Pour chacun de ces biens, précisez par un pourcentage la proportion du local concerné affectée à l'activité exonérée :			16	%
Établissements situés dans une zone de revitalisation	des centres-villes (art 1464 F du CGI) <sup>22</sup>		17a	18a
	des commerces en milieu rural (art. 1464 G du CGI) <sup>23</sup>		17b	18b
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération est demandée :			19	
Pour chacun de ces biens, précisez par un pourcentage la proportion du local concerné affectée à l'activité exonérée :			20	%
Activités gérées par des services d'activités industrielles et commerciales (art. 1464 H du CGI) <sup>24</sup>			21	22
Indiquer la date de début de gestion :			23	
Librairies <sup>25</sup>	– indépendantes de référence (art. 1464 I du CGI)		24	25
	– autres (art. 1464 I bis du CGI)		26	27
Établissements situés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (art. 1466 A-I du CGI) <sup>26</sup>			28	29
Établissements situés dans les zones de restructuration de la défense (art. 1466 A-I <i>quinquies</i> B du CGI) <sup>27</sup>			30	31
Disquaires indépendants (art. 1464 M du CGI) <sup>28</sup>			32	33
Exonération de 100 % de la valeur locative des installations antipollution passibles de taxe foncière et des matériels passibles de taxe foncière destinés à économiser l'énergie ou à réduire le bruit (art. 1518 A du CGI) <sup>29</sup>			34	
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération de CFE est demandée :			35	
Abattement de 50 % de la valeur locative des biens passibles de taxe foncière affectés à des activités de recherche industrielle <sup>30</sup>			36	
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération de CFE est demandée :			37	

EXONÉRATIONS ACCORDÉES DE DROIT SAUF DÉLIBÉRATIONS CONTRAIRES DES COLLECTIVITÉS LOCALES			CFE	CVAE
Établissements situés dans les bassins d'emploi à redynamiser (art. 1466 A-I <i>quinquies</i> A du CGI) <sup>31</sup>			38	39
Petites entreprises commerciales situées dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (art. 1466 A-I <i>septies</i> du CGI) <sup>32</sup>			40	41
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération est demandée :			42	
Pour chacun de ces biens, précisez par un pourcentage la proportion du local concerné affectée à l'activité exonérée :			43	%
Exonération en faveur de certaines locations en meublé (art. 1459-3° du CGI) <sup>33</sup>			44	45
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération est demandée :			46	
Établissements situés dans les départements d'outre-mer (art. 1466 F du CGI) <sup>34</sup> Dans ce cas, cocher le taux de l'abattement auquel vous avez droit :			47	48
– Abattement taux normal <sup>49</sup> <input type="checkbox"/>				
– Abattement taux majoré <sup>50</sup> <input type="checkbox"/>				
Option pour l'encadrement communautaire <sup>35</sup>			51	<input type="checkbox"/>

AUTRES EXONÉRATIONS DE DROIT			CFE	CVAE
Exonération des diffuseurs de presse spécialistes (art. 1458 bis du CGI) <sup>36</sup>			52	53
Exonération en faveur des jeunes avocats (art. 1460-8° du CGI) <sup>37</sup>			54	55
Exonération de l'activité de production de biogaz, d'électricité et de chaleur par méthanisation, réalisée dans les conditions prévues à l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime (art. 1451-I-5° du CGI) <sup>38</sup>			56	57
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération est demandée :			58	
Exonération de droit (et facultative en cas de délibération de votre collectivité locale) des établissements situés dans : <sup>39</sup>	– un bassin urbain à dynamiser (art. 1463 A du CGI)		59a	60a
	– une zone de développement prioritaire (art. 1463 B du CGI)		59b	60b
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération est demandée :			61	
Pour chacun de ces biens, précisez par un pourcentage la proportion du local concerné affectée à l'activité exonérée :			62	%

Exonérations nécessitant une déclaration spécifique n° 1465-SD disponible sur le site <a href="http://impots.gouv.fr">impots.gouv.fr</a>			CFE	CVAE
Exonération relative aux opérations réalisées dans les zones... <sup>40</sup>	– d'aide à finalité régionale (art. 1465 du CGI)		63	64
	– d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises (art. 1465 B du CGI)		65	66
	– de revitalisation rurale (art. 1465 A du CGI)		67	68